

**PLAN D'ACTION
POUR LA CONSERVATION
DE LA VÉGÉTATION MARINE
EN MER MÉDITERRANÉE**





PLAN D'ACTION POUR LA CONSERVATION DE LA VÉGÉTATION MARINE EN MER MÉDITERRANÉE

Mentions légales

Les désignations employées et la présentation des éléments de cette publication n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part du Secrétariat des Nations Unies (ONU), du Plan d'Action pour la Méditerranée du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE/PAM), du Centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées (SPA/RAC) concernant le statut juridique de tout État, territoire, ville ou zone, ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de leurs frontières ou limites.

Droits d'auteur

Tous les droits de propriété des textes et des contenus de différentes natures de la présente publication appartiennent au SPA/RAC. Ce texte et contenus ne peuvent être reproduits, en tout ou en partie, et sous une forme quelconque, sans l'autorisation écrite préalable du SPA/RAC, sauf dans le cas d'une utilisation à des fins éducatives et non lucratives, et à condition de faire mention de la source.

© 2022

Programme des Nations Unies pour l'Environnement
Plan d'Action pour la Méditerranée
Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées (SPA/RAC)
Boulevard du Leader Yasser Arafat
B.P.337 1080 Tunis Cedex – TUNISIE
car-asp@spa-rac.org

Pour des fins bibliographiques, cette publication peut être citée comme suit
UNEP/MAP-SPA/RAC, 2019. Plan d'action pour la conservation de la végétation marine en mer Méditerranée. Ed. SPA/RAC, Tunis: 15 pp + Annexe

Photo de couverture

© SPA/RAC – Yassine Ramzi SGHAIER

Cette publication a été préparée avec le soutien financier de la Fondation MAVA.

Pour plus d'informations

www.spa-rac.org



AVANT-PROPOS

1. INTRODUCTION	11
2. OBJECTIFS	12
3. PRIORITÉS	12
4. ACTIONS REQUISES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU PLAN D'ACTION	13
4.1. Législation	13
4.2. Mise en place d'aires protégées marines pour la protection des herbiers et des autres formations végétales significatives	14
4.3. Publicité, information, sensibilisation et éducation du public	14
4.4. Recherche scientifique	15
4.5. Collecte et diffusion des données	15
4.6. Formation	15
4.7. Plans nationaux	15
5. STRUCTURE DE COORDINATION RÉGIONALE	16
6. PARTICIPATION À LA MISE EN ŒUVRE	16
7. LABEL DE PARTENAIRE DU PLAN D'ACTION	17
8. ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE ET RÉVISION DU PLAN D'ACTION	17

ANNEXE : MISE À JOUR DU CALENDRIER DU PLAN
D'ACTION POUR LA CONSERVATION DE LA VÉGÉTATION
MARINE EN MER MÉDITERRANÉE





AVANT-PROPOS

Le plan d'action pour la conservation de la végétation marine en mer Méditerranée fait suite à une série de trois plans d'action adoptés par les pays méditerranéens dans le cadre de la Convention de Barcelone* et consacrés à la conservation d'espèces ou groupes d'espèces. Ces plans d'action sont :

- Plan d'action pour la gestion du phoque moine de Méditerranée.
- Plan d'action pour la conservation des tortues marines de Méditerranée.
- Plan d'action pour la conservation des cétacés en mer Méditerranée.

Bien qu'ils n'aient pas un caractère juridique obligatoire, ces plans d'action ont été adoptés par les Parties contractantes en tant que stratégies régionales fixant les priorités et les activités à mener. Ils appellent notamment à plus de solidarité entre les États de la région et à la coordination des efforts pour sauvegarder les espèces en question. Cette approche s'est avérée nécessaire pour assurer une conservation et une gestion durable des espèces concernées dans toutes leurs aires de répartition méditerranéenne.

L'élaboration de ce plan d'action fait suite également à une série d'initiatives au niveau régional qui ont mis l'accent sur la conservation des espèces en général et de la végétation marines en particulier. Parmi ces initiatives il y a lieu de citer l'élaboration du « Livre Rouge Gérard Vuignier » des végétaux, peuplements et paysages menacés de Méditerranée, paru en 1990. Des spécialistes de plusieurs pays de la région y ont collaboré pour fournir une première synthèse des connaissances sur le statut des principales espèces végétales menacées en Méditerranée.

En 1995, une étude de faisabilité pour la mise en place d'un réseau de surveillance de la végétation marine dans plusieurs pays méditerranéens est réalisée. Cette étude, coordonnée par le Centre d'Activités Régionales pour les Aires spécialement Protégées (SPA/RAC) répond aux recommandations formulées lors de la huitième réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention de Barcelone. L'étude de faisabilité a permis, grâce à l'envoi d'un questionnaire détaillé à l'ensemble des points focaux de Méditerranée, d'évaluer l'état des connaissances et d'identifier les moyens scientifiques et techniques nécessaires.

En 1996, les annexes au Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée ont été adoptées, dont la liste des espèces en danger ou menacées où figurent 14 espèces végétales marines en danger ou menacées. Pour les espèces figurant sur cette liste le Protocole préconise une série de mesures telles que le suivi scientifique, l'inventaire et la protection notamment à travers le contrôle des activités humaines incompatibles avec la conservation de ces espèces. Le Protocole préconise pour ces espèces l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action.

Lors de la manifestation organisée par MEDMARAVIS en janvier 1995 et qui a abouti à « la convention d'Alghero sur la biodiversité côtière et marine en Méditerranée », les participants ont recommandé un certain nombre de critères à considérer dans l'évaluation du statut d'espèces nécessitant une attention particulière. Plusieurs espèces de végétation marine ont été particulièrement identifiées comme rares, en déclin ou ayant une importance écologique en Méditerranée.





Sur la base ces différentes initiatives et compte tenu des régressions évidentes enregistrées au niveau de plusieurs espèces de végétation marine, les Parties contractantes à la Convention de Barcelone, lors de leur dixième réunion ordinaire (Tunis, novembre 1997), ont invité le SPA/RAC à élaborer un plan d'action pour la conservation de la végétation marine en Méditerranée.

Le Plan d'action pour la conservation de la végétation marine en mer Méditerranée a été adopté par la Onzième Réunion ordinaire des Parties Contractantes à la Convention de Barcelone (Malte, 27-30 octobre 1999).



1. INTRODUCTION

Les Parties contractantes à la Convention de Barcelone, dans le cadre du Plan d'Action pour la Méditerranée, accordent une priorité à la conservation du milieu marin et aux éléments constitutifs de sa diversité biologique. Ceci a été confirmé à plusieurs occasions et notamment par l'adoption (Barcelone, 1995) du nouveau Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée (Protocole ASP) et de ses annexes dont la liste des espèces en danger ou menacées.














L'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action pour la conservation d'une espèce ou d'un groupe d'espèces est un moyen efficace pour guider, coordonner et renforcer les efforts des pays méditerranéens pour la sauvegarde du patrimoine naturel de la région.

La Méditerranée abrite plus d'un millier d'espèces végétales marines macroscopiques avec un fort pourcentage d'espèces rares et/ou endémiques. Le rôle de ces espèces dans le maintien de l'équilibre des écosystèmes marins est primordial. Les conséquences directes et indirectes de leur régression sont multiples tant sur le plan écologique qu'économique (production primaire, frayères, nurseries, stabilité des côtes, ...).

Bien que les connaissances disponibles sur la végétation marine en Méditerranée soient actuellement insuffisantes et souvent fragmentaires, il est évident que ces espèces subissent en Méditerranée des pressions de plus en plus importantes souvent d'origine anthropique qui engendrent une dégradation et une régression de ces espèces signalées dans plusieurs régions méditerranéennes.

Les dégradations enregistrées et la régression évidente de la végétation marine ont atteint des niveaux tels qu'il serait grave d'ajourner davantage d'entreprendre des mesures à l'échelle de tous les pays méditerranéens. Les informations disponibles actuellement permettent d'établir un Plan d'action pour la Conservation de la végétation marine en mer Méditerranée. Le Plan d'action sera adapté, si nécessaire, à mesure que l'on disposera de nouvelles données.

Les menaces qui pèsent sur les végétaux marins en Méditerranée sont nombreuses et varient selon les espèces affectées et aussi d'une région à une autre. La plupart de ces menaces sont d'origine anthropique. Les principales menaces connues sont:

-  aménagements opérés au niveau du littoral
-  pollution
-  turbidité
-  ancrage
-  chalutage de fond
-  développement non contrôlé de l'aquaculture
-  usage d'explosifs
-  pose de câbles marins
-  recouvrement
-  modification des flux sédimentaires
-  hypersédimentation provenant des bassins versants
-  extraction du sable de fond de la mer et grossissement des plages
-  compétition avec des espèces non-indigènes



~~~~ piétinement

D'autres menaces sont prévisibles telles que l'exploitation de certains végétaux marins à des fins industrielles.

## 2. OBJECTIFS

Les principaux objectifs visés par le présent Plan d'action sont :

- ~~~~ Assurer la conservation des espèces de végétaux marins macroscopiques et des formations végétales en Méditerranée à travers la mise en œuvre de mesures de gestion et de protection légale. Ces mesures doivent également permettre d'améliorer les connaissances sur la biologie et l'écologie de ces espèces ;
- ~~~~ Éviter la perte et la dégradation des herbiers et des autres formations végétales significatives pour le milieu marin, et les maintenir dans un état de conservation favorable ;
- ~~~~ Assurer la conservation des formations végétales marines pouvant être considérées comme monuments naturels telles que les récifs barrières de Posidonie, les formations organogènes de surface, les terrasses (plates- formes à Vermets avec pelouses à algues molles) et certaines ceintures à Cystoseires.

## 3. PRIORITIÉS

Dans la mise en œuvre du Plan d'Action la priorité sera accordée à :

Au niveau des espèces : les dispositions du présent Plan d'Action sont à mettre en œuvre pour toutes les espèces de macrophytes peuplant la Méditerranée. Une attention particulière doit être cependant accordée aux espèces figurant à l'annexe 2 du Protocole ASP. Ces espèces sont :

- **Magnoliophyta** : *Cymodocea nodosa* (Ucria) Ascherson, *Posidonia oceanica* (Linnaeus) Delile, *Zostera marina* Linnaeus, *Zostera noltii* Hornemann
- **Chlorophyta** : *Caulerpa ollivieri* Dostál
- **Heterokontophyta** : *Cystoseira* genus (except *Cystoseira compressa*), *Fucus virsoides* J. Agardh, *Laminaria rodriguezii* Bornet, *Sargassum acinarium* (Linnaeus) Setchell, *Sargassum flavifolium* Kützinger, *Sargassum hornsouchii* C. Agardh, *Sargassum trichocarpum* J. Agardh
- **Rhodophyta** : *Gymnogongrus crenulatus* (Turner) J. Agardh, *Kallymenia spathulata* (J. Agardh) P.G. Parkinson, *Lithophyllum byssoïdes* (Lamarck) Foslie (Synon. *Lithophyllum lichenoides*), *Ptilophora mediterranea* (H. Huvé) R.E. Norris, *Schimmelmanna schousboei* (J. Agardh) J. Agardh, *Sphaerococcus rhizophylloïdes* J.J. Rodríguez, *Tenarea tortuosa* (Esper) Lemoine, *Titanoderma ramosissimum* (Heydrich) Bressan & Cabioch (Synon. *Goniolithon byssoïdes*), *Titanoderma trochanter* (Bory) Benhissoune et al.

La priorité devrait également porter sur d'autres espèces, qui devraient être désignées dans l'avenir et ayant une importance patrimoniale pour la Méditerranée. Etant donnée l'importance particulière des herbiers de Posidonie et des autres formations végétales significatives pour

le milieu marin en Méditerranée, leur conservation est à considérer parmi les principales priorités du présent Plan d'Action.

**Au niveau national :**

- ~~~~ inventaire des espèces, détermination de leur distribution et cartographie de leur répartition
- ~~~~ identification des menaces
- ~~~~ création d'aires protégées
- ~~~~ detailed mapping of seagrass meadows;
- ~~~~ cartographie détaillée des herbiers
- ~~~~ protection des herbiers et des autres formations végétales significatives pour le milieu marin
- ~~~~ protection renforcée des récifs barrières de Posidonie et des formations organogènes de surface et de certaines ceintures à Cystoseires
- ~~~~ élaboration et mise en œuvre des législations appropriées
- ~~~~ Mise en place de réseaux de surveillance de la végétation marine
- ~~~~ Contrôle de l'impact sur le milieu marin des aménagements opérés sur les bassins versants.

**Au niveau régional :**

- ~~~~ renforcement de la coopération et de l'échange d'expérience
- ~~~~ assurer une bonne diffusion de l'information notamment en cas d'apparition de phénomènes trans-frontaliers (pollution, invasion par des espèces non-indigènes etc.)
- ~~~~ promouvoir et appuyer la mise en place de réseaux nationaux de surveillance de la végétation marine
- ~~~~ promouvoir la création d'aires protégées pour la sauvegarde d'herbiers et des autres formations végétales significatives pour le milieu marin
- ~~~~ promote the creation of protected areas to protect Posidonia meadows and other vegetal assemblages of importance for the marine environment.

## 4. ACTIONS REQUISES POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU PLAN D'ACTION

### 4.1. Législation

Les espèces et formations végétales significatives pour le milieu marin devraient être dotées d'un statut de protection. En particulier, les espèces végétales énumérées à l'annexe 2 du Protocole ASP doivent être dotées, dans les pays où elles existent, d'une protection légale pour contrôler et si nécessaire interdire toute forme de destruction ou de perturbation, y compris la cueillette, la récolte, la coupe, le déracinement, la détention, le commerce, le transport et l'exposition à des fins commerciales de ces espèces. Il est également important de prévoir



des sanctions pénales pour les dommages causés aux herbiers et aux formations végétales significatives pour le milieu marin. Il convient d'harmoniser les législations méditerranéennes et d'élaborer des lignes directrices pour guider les efforts des pays dans ce domaine.

Les Parties contractantes qui n'ont pas encore promulgué de législation pour la protection des herbiers et des autres formations végétales significatives pour le milieu marin devraient le faire dès que possible.

La réglementation relative aux études d'impacts devra être renforcée en vue notamment de rendre obligatoire l'évaluation des impacts sur les herbiers de toute activité humaine à implanter dans des zones à herbiers. La réglementation devra accorder une attention particulière à l'impact sur les herbiers et les autres formations végétales significatives pour le milieu marin en cas d'installations portuaires (y compris les marinas), de mise en place d'émissaires en mer, de travaux de dragages ou de dépôts de produits de dragages et de projets d'aquaculture. Des lignes directrices pour la réalisation d'étude d'impact sur les herbiers marins devront être élaborées par le SPA/RAC en collaboration avec les experts méditerranéens et les organisations concernés.

#### **4.2. Mise en place d'aires protégées marines pour la protection des herbiers et des autres formations végétales significatives**

Il est nécessaire d'établir des aires protégées marines pour protéger les plus représentatifs des herbiers et des autres formations végétales significatives pour le milieu marin en y appliquant les mesures de protection et de gestion préconisées par les articles 6 et 7 du Protocole ASP/DB.

Il conviendra d'identifier d'urgence toutes les formations végétales marines pouvant être considérées comme monuments naturels telles que les récifs barrières de Posidonie, les formations organogènes de surface, les terrasses (plates-formes à Vermets avec pelouses à algues molles) et certaines ceintures à Cystoseires et de les inclure dans un réseau d'aires protégées.

Les aires protégées marines méditerranéennes qui renferment des herbiers, des formations organogènes de surface, des terrasses (plates-formes à Vermets avec pelouses à algues molles) et certaines ceintures à Cystoseires et autres formations végétales marines significatives et qui ne disposent pas de plans de gestion et de suivi doivent en être dotées dans les plus brefs délais.

#### **4.3. Publicité, information, sensibilisation et éducation du public**

Des cartes de distribution des principaux herbiers au niveau de chaque pays devront être éditées et diffusées auprès des intervenants sur le littoral (municipalité, industrie, tourisme, pêcheurs, etc.); les schémas d'aménagement devront en tenir compte.

Des programmes de sensibilisation et d'éducation à l'intention des usagers, de la population locale et du grand public devront être élaborés et mis en œuvre pour contribuer à réduire les nuisances sur la végétation marine notamment pour les formations organogènes de surface. La participation des ONG à ces programmes devrait être encouragée.

#### **4.4. Recherche scientifique**

En matière de recherche scientifique sur la végétation marine en Méditerranée, la priorité doit être accordée :

- au renforcement de la recherche au niveau des associations végétales, des espèces et de la génétique ;
- à la compilation de listes de référence des taxa et associations végétaux et des paysages sous-marins, ainsi que la détermination et la cartographie de leur répartition ;
- à l'influence des facteurs environnementaux (température, éléments nutritifs dans l'eau de mer et dans les sédiments, salinité, sédimentation, turbidité etc.), aux changements environnementaux, aux effets de la pollution et aux interactions biotiques ;
- à l'étude de l'introduction accidentelle et de l'invasion par des espèces non indigènes et de leurs impacts ;
- au développement des techniques pour le suivi, la cartographie, l'évaluation de l'impact environnemental et d'autres outils pour la planification et la gestion.

Il convient d'organiser, dans un délai d'une année à partir de la date d'adoption du présent Plan d'action, un symposium méditerranéen sur la végétation marine en vue de faire le point sur les données scientifiques disponibles. Le symposium serait ensuite tenu régulièrement tous les quatre ans.

#### **4.5. Collecte et diffusion des données**

Les données scientifiques sur la biologie, l'écologie et la conservation de la végétation marine en Méditerranée étant rares et souvent disparates, il est nécessaire de collecter l'information disponible dans ce domaine et d'établir une banque de données méditerranéenne tenue par le SPA/RAC et régulièrement mise à jour en collaboration avec les experts et organisations concernées. Cette banque de données sera exploitée pour produire des synthèses et autres documentations techniques. Elle doit être disponible à la consultation sur Internet.

En vue de faciliter l'échange, un répertoire des spécialistes, des laboratoires et des organisations concernés par la végétation marine en Méditerranée devra être établi et régulièrement mis à jour.

#### **4.6. Formation**

Il conviendrait de promouvoir la formation de spécialistes dans l'étude et la conservation de la végétation marine notamment dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Il est important à cet effet de recenser les initiatives déjà existantes dans ce domaine et de considérer en priorité la systématique, la biologie de la conservation et les techniques de surveillance de la végétation marine, ainsi que les sujets de recherche définis au point 4.4.

#### **4.7. Plans nationaux**

En vue d'assurer plus d'efficacité aux mesures envisagées pour la mise en œuvre du présent





Plan d'Action, les pays méditerranéens sont invités à établir des plans nationaux pour la conservation de la végétation marine. Chaque plan national doit tenir compte des spécificités du pays voire même des zones concernées. Il devra proposer des mesures législatives appropriées notamment en matière d'étude des impacts des aménagements littoraux (ouvrages, émissaires en mer, dépôts de produits de dragage, etc.) et pour contrôler les activités pouvant affecter la végétation marine (telles que la pêche et l'ancrage). Le plan national sera établi sur la base des données scientifiques disponibles et comportera des programmes pour: (i) la collecte et la mise à jour continue des données, (ii) la formation et le recyclage des spécialistes (iii) la sensibilisation et l'éducation du public, des acteurs et des décideurs et (iv) la conservation des herbiers et des autres formations végétales significatives pour le milieu marin en Méditerranée. Les plans nationaux doivent être portés à la connaissance de tous les acteurs concernés et dans la mesure du possible coordonnés avec les autres plans nationaux pertinents (ex: plan d'urgence contre les pollutions accidentelles).

## 5. STRUCTURE DE COORDINATION RÉGIONALE

La coordination régionale de la mise en œuvre du présent Plan d'action sera assurée par le secrétariat du Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM) à travers le Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées. Les fonctions principales de la structure de coordination devront consister à :

- collecter, valider et diffuser les données au niveau méditerranéen;
- promouvoir la réalisation d'inventaires d'espèces, des herbiers et des autres formations végétales significatives pour le milieu marin en Méditerranée ;
- promouvoir la coopération transfrontalière ;
- promouvoir et appuyer la mise en place des réseaux de surveillance de la végétation marine ;
- préparer des rapports sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan d'action à soumettre à la réunion des points focaux nationaux pour les ASP et aux réunions des Parties contractantes ;
- organiser des réunions d'experts sur les sujets spécifiques se rapportant à la végétation marine et des sessions de formation.

Les travaux complémentaires menés par d'autres organisations internationales et visant les mêmes objectifs devront être encouragés, en favorisant leur coordination et en évitant la duplication des efforts.

## 6. PARTICIPATION À LA MISE EN ŒUVRE

La mise en œuvre du présent Plan d'action est du ressort des autorités nationales des Parties contractantes. Les organisations internationales et/ou non gouvernementales, les laboratoires et tout organisation ou organisme concernés sont invités à s'associer à l'effort de mise en œuvre du présent Plan d'Action. Lors de leurs réunions ordinaires, les Parties

contractantes peuvent, sur proposition de la réunion des Points focaux nationaux pour les ASP, accorder la qualité « d'associé au Plan d'action » à toute organisation ou laboratoire qui exprime la demande et qui réalise ou qui apporte un soutien (financier ou autres) à la réalisation d'actions concrètes (conservation, recherche, etc.) de nature à faciliter la mise en œuvre du présent Plan d'Action conformément à ses priorités.

La structure de coordination établira un mécanisme de concertation régulière entre les associés à la mise en œuvre du plan et organisera en cas de besoins des réunions à cet effet. La concertation devrait se faire notamment par courrier, y compris le courrier électronique.

## 7. LABEL DE PARTENAIRE DU PLAN D'ACTION

Pour encourager et récompenser l'application du Plan d'action les Parties contractantes peuvent attribuer, lors de leurs réunions ordinaires le « Label de partenaire au Plan d'Action » à toute organisation (gouvernementale, non gouvernementale, économique, etc.) ayant à son actif des actions concrètes de nature à contribuer à la sauvegarde de la végétation marine en Méditerranée. Les conditions d'attribution du Label de Partenaire seront adoptées par les parties contractantes après avis de la réunion des points focaux nationaux pour les ASP.

## 8. ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE ET RÉVISION DU PLAN D'ACTION

A chacune de leurs réunions, les points focaux nationaux pour les ASP évaluent l'état de la mise en œuvre du Plan d'Action sur la base de rapports nationaux à ce sujet et d'un rapport élaboré par le SPA/RAC sur la mise en œuvre au niveau régional. A la lumière de cette évaluation, la réunion des points focaux nationaux pour les ASP proposera des recommandations à soumettre aux Parties contractantes. Si nécessaire la réunion des Points focaux propose également des ajustements au calendrier porté en annexe au Plan d'action.



## ANNEXE : PROGRAMME DE TRAVAIL ET DE CALENDRIER ACTUALISÉS

Le programme de travail pourrait s'établir comme suit.

| Activités pour la mise en œuvre du Plan d'action                                                                                                                                                                                 | Echéance         | Qui ?             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-------------------|
| <b>Activités réglementaires</b>                                                                                                                                                                                                  |                  |                   |
| - Inciter les Parties à mieux intégrer l'ensemble des espèces végétales de l'Annexe II dans les outils réglementaires de la Partie (ex. espèces protégées, procédures d'études d'impact, ...)                                    | Dès que possible | Parties & SPA/RAC |
| - Assister les Parties qui ne l'ont pas encore fait, à créer des AMP dédiées à la conservation des espèces végétales de l'Annexe II                                                                                              |                  |                   |
| - Aider les Parties à créer des AMP pour renforcer la conservation des écosystèmes à carbone bleu et des services qu'ils rendent en particulier en matière d'atténuation des impacts du changement climatique (puits de carbone) | Dès que possible | SPA/RAC & Parties |
|                                                                                                                                                                                                                                  | Dès que possible | Parties & SPA/RAC |
| <b>Activités d'inventaire et de cartographie</b>                                                                                                                                                                                 |                  |                   |
| - Initier un inventaire systématique des monuments naturels, afin de permettre leur inclusion dans de futures AMP et de garantir leur pérennité.                                                                                 | Dès que possible | SPA/RAC & Parties |
| - Établir un premier inventaire des formations végétales considérées comme des puits de carbone et généraliser les actions de cartographie les concernant                                                                        | Dès que possible | SPA/RAC & Parties |
| - Aider les pays à identifier les principales pressions qui pourraient dégrader la végétation marine et à élaborer des stratégies pour développer de meilleures pratiques (ex. restauration, renforcement de population)         | En continu       | SPA/RAC & Parties |
| <b>Activités de surveillance et de suivi</b>                                                                                                                                                                                     |                  |                   |
| -Promouvoir la mise en place de réseaux de surveillance des principaux assemblages de la végétation marine, conformément aux principes et aux indicateurs communs du programme de surveillance et d'évaluation intégrée (IMAP)   | Dès que possible | SPA/RAC & Parties |
| -Assister les pays afin de pérenniser les réseaux de surveillance des principales formations végétales marines de façon à disposer de séries chronologiques longues                                                              | En continu       | SPA/RAC & Parties |

### Activités de renforcement des connaissances et des capacités

|                                                                                                                                              |                             |                   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-------------------|
| -Organiser un symposium tous les 3 ans et diffuser le plus largement possible les conclusions et propositions formulées par les participants | A partir de 2021            | SPA/RAC           |
| -Actualiser et rendre accessible les données relatives à la cartographie des habitats prioritaires et des monuments naturels                 | Dès que possible            | SPA/RAC & Parties |
| -Compléter et réviser régulièrement le répertoire des spécialistes, des laboratoires et institutions et favoriser les échanges entre-elles   | A l'occasion des symposiums | Parties SPA/RAC   |
| -Mettre en place des actions de communication dédiées aux espèces végétales de l'annexe II en ciblant les plus méconnues                     | Dès que possible            | SPA/RAC & Parties |
| -Poursuivre les activités de renforcement de capacité et les mettre en adéquation avec les attentes des Parties                              | En continu                  | SPA/RAC & Parties |

## THÉMATIQUES DE TRAVAIL DU SPA/RAC

Le SPA/RAC, **Centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées** du PNUE/PAM, a été créé en 1985 pour assister les Parties contractantes à la Convention de Barcelone (21 pays méditerranéens et l'Union européenne) dans la mise en application du Protocole relatif aux Aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée (Protocole ASP/DB).



Programme d'Action Stratégique pour la Conservation de la Biodiversité et la Gestion Durable des Ressources Naturelles dans la Région Méditerranéenne



Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne



**Tortues marines**



**Cétacés**



**Phoque moine de Méditerranée**



**Poissons cartilagineux**  
(Chondrichthyens)



**Oiseaux marins**

Espèces d'oiseaux inscrites en Annexe II du Protocole relatif aux Aires spécialement protégées et à la diversité biologique



**Aires spécialement protégées**



**Surveillance**



**Coralligène et autres bio-constructions**



**Végétation marine**



**Habitats obscurs**

Habitats et espèces associés aux monts sous-marins, aux grottes sous-marines et canyons, aux fonds durs aphotiques et phénomènes chimio-synthétiques



**Introductions d'espèces et espèces envahissantes**



Mediterranean  
Action Plan  
Barcelona  
Convention



The Mediterranean  
Biodiversity  
Centre

Specially Protected Areas Regional Activity Centre (SPA/RAC)

Boulevard du Leader Yasser Arafet  
B.P. 337 - 1080 - Tunis Cedex - Tunisia  
+216 71 206 649 / +216 71 206 485  
car-asp@spa-rac.org

[www.spa-rac.org](http://www.spa-rac.org)



This publication has been prepared  
with the financial support  
of the MAVA foundation